

DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DEPUIS CHAMBORD

22 JUILLET 2020 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Laurence BENAMOU AFP

On parle d'une génération sacrifiée à cause du COVID(inaudible)

Emmanuel MACRON

Alors vous avez raison de dire ce que notre pays vient de traverser et est en train de traverser est un sacrifice énorme pour notre jeunesse. D'abord parce qu'on a demandé à beaucoup de jeunes – enfants, adolescents ou jeunes adultes – de rester pendant des mois confinés ce qui est, je dirais, encore plus dur que pour le reste de la population parce qu'on a dû tenir loin de l'école physique beaucoup de nos enfants et de nos adolescents, même si l'Education nationale s'est transformée et a inventé pendant cette période. Et je veux ici, en présence du ministre, saluer l'ensemble des enseignants qui ont su développer l'école à distance, multiplier les initiatives et nous sommes l'un des pays qui d'ailleurs, a été le plus vite dans le retour à l'école, d'abord sous une forme limitée, puis normale et notre jeunesse a aussi, si je puis dire, subi beaucoup de cette crise pour celles et ceux qui avaient des examens, des concours à passer et qui allaient rentrer dans l'emploi et la période que nous allons traverser maintenant, celle où la crise sanitaire est encore là, autour de nous, même si nous ne sommes plus dans le pic, mais où la crise économique et sociale est déjà là, est une période très délicate qui plus est, parce que nous entrons dans l'été et les grandes vacances.

C'est pour cela qu'avec les ministres de l'Education nationale, de la Jeunesse et des Sports, de l'Intérieur et la ministre du Travail, nous avons souhaité être là parce que j'ai demandé au Gouvernement de prendre l'ensemble de décisions d'actions très concrètes pour notre jeunesse.

Concrète et rapide d'abord, pour cet été. Nous avons tout fait, je le disais, pour que les jeunes reviennent le plus vite possible et jusqu'à début juillet à l'école. Mais l'été sera difficile pour une grande partie de notre jeunesse. Il sera difficile parce que les départs en vacances sont plus contraints que d'habitude, parce qu'il y a une partie de notre jeunesse qui retournait au pays ou dans la famille quand il y avait des familles binationales ou issues de l'immigration, ce qui ne sera pas possible parce que les contraintes sanitaires rendent les choses plus difficiles, parce que la crise aussi qui s'installe rend plus difficile le départ en vacances pour beaucoup de parents. Et donc, cet été est un été aussi où on doit réduire les inégalités et mieux encadrer nos enfants.

C'est aussi plus difficile dans les quartiers en difficulté, où il y a parfois des tensions et où il faut prévenir la délinquance. C'est pour ça que nous avons vu un programme qui est « Quartiers d'été » complètement engagé dans ces initiatives. Et donc, nous avons pour cet été, mis en place une série de dispositifs.

D'abord en mobilisant l'Éducation nationale et en rouvrant les écoles, ce qu'on a appelé « l'Ecole buissonnière » et donc en permettant de rouvrir des écoles, de mobiliser des enseignants, des bénévoles, des associations pour former, apprendre dans un autre cadre et différemment. Nous avons beaucoup mobilisé les associations, nous en avons vu quelques-unes, et je veux vraiment les saluer, les remercier, qui vont aussi permettre d'accompagner ce travail d'encadrement, d'accompagnement où il faut apprendre et essayer de rattraper pour partie le retard et préparer la rentrée pour certains enfants, mais aussi avoir des activités qui permettent de sortir du quartier, de l'appartement qui est parfois réduit, de la famille, pour aller découvrir sa région ou d'autres régions françaises pour un ou plusieurs jours. Et vraiment, le travail des associations que nous avons accompagnés avec le Ministère est très important.

Je le disais, dans les quartiers les plus difficiles, on a renforcé ce travail avec l'implication du ministère

de l'Intérieur et du ministère du Travail pour que plusieurs associations qui là aussi, encadrent ces jeunes puissent multiplier les actions dans le cadre en particulier de « Quartiers d'été » et qu'on ait des jeunes qui puissent là aussi partir.

On a ensuite travaillé avec les acteurs de colonies de vacances à qui on a permis de démultiplier les actions durant cet été et l'ensemble des acteurs service civique et autres. Ce qui fait qu'au total, la capacité que nous avons d'accueillir des jeunes durant l'été, qui est devant nous avec des activités éducatives, culturelles, sportives, est d'un million de jeunes. Et on joue beaucoup durant cet été pour éviter les tensions, pour permettre de retrouver aussi un équilibre de vie des jeunes qui ont beaucoup subi dans cette période, pour parfois rattraper du retard, pour aussi retrouver une vie sociale, sportive ou culturelle qui est une nécessité pour tous nos jeunes. Ça, c'est pour l'été et c'est très important pour que la vie puisse reprendre son cours et que notre jeunesse puisse passer le meilleur été possible.

Ensuite, il y a la rentrée prochaine et là, nous avons un défi, c'est qu'il y a près de 700 000 chaque année qui rentrent sur le marché du travail. C'était à peu près le nombre d'une génération et vont rentrer sur un marché du travail extrêmement difficile, beaucoup plus que d'habitude. Et donc, nous avons pris un ensemble de décisions, de mesures très concrètes pour aider justement à ce qu'ils puissent trouver un emploi ou un service civique ou une formation au fond pour qu'il n'y ait aucun jeune dans la République sans solution.

Alors pour ce faire, nous avons d'abord développé véritablement un dispositif extrêmement puissant d'aide à l'emploi des jeunes avec une forme de prime qui, au fond, supprime les charges sociales à hauteur de 4.000 euros annuels pour les jeunes embauchés jusqu'à 2 SMIC, et ce sera un dispositif inédit qui va nous permettre en particulier durant cette année, d'aider à l'embauche des jeunes.

Deuxième sujet, nous avons pris des dispositions particulières pour aider les apprentis, les alternants parce que c'est une réforme qu'on a faite au début du quinquennat qui porte tous ces résultats. On avait des contrats d'apprentissage qui n'avaient jamais été aussi nombreux juste avant la crise du covid et donc, il ne faut pas perdre cet avantage et donc, nous souhaitons que véritablement beaucoup de ces jeunes puissent trouver un contrat d'apprentissage et d'alternance en faisant quoi ? Là aussi, en prenant en charge quasiment la totalité du coût du jeune pour la première année pour encourager les entreprises à prendre ces jeunes en alternance (contrat de professionnalisation ou apprentissage).

On aide toutes les entreprises, tout particulièrement les moins de 250 salariés qui, on le sait, prennent beaucoup de jeunes et je les en remercie. Et donc, je veux leur dire ici qu'elles auront un dispositif inédit d'aides de l'Etat pour que véritablement, ce jeune leur coûte beaucoup moins cher. Mais on a décidé aussi d'aider les entreprises au-dessus de 250 en leur demandant là de s'engager et de tenir justement leur objectif de 5 % d'apprentis, ce qui est très important parce que c'est un objectif qui n'est pas toujours tenu par nos grandes entreprises. Et là, on leur dit : on vous aide de manière inédite, mais vous devez être au rendez-vous de l'exigence. Et donc, quand on prend plus facilement des stagiaires, quand on n'était pas tout à fait au chiffre de 5 %, faites un effort, même si la rentrée est dure parce que l'Etat est au rendez-vous et vous aide.

Ensuite, on a développé 300 000, justement contrats d'insertion, d'accompagnement qui, pour les plus jeunes, permettent d'avoir l'accès à l'emploi, d'avoir aussi l'accès à des formes d'emploi qui sont très aidées par l'Etat et accompagnées avec, là aussi, des mécanismes de formation et d'accompagnement. Et donc, ces projets d'insertion et d'acquisition de compétences vont être permis en développant l'ensemble de ces contrats, en démultipliant aussi fortement la garantie jeunes. Et donc, ce sont 300 000 contrats qui seront ainsi offerts et qui permettront d'accéder à l'emploi, aux compétences.

Nous allons également accroître de 100 000 le nombre de service civique à la rentrée. Et c'est un geste inédit. On en fera 20 000 dès septembre et 80 000 en janvier. C'est un effort très conséquent parce qu'aujourd'hui, vous avez 140 000 service civique. Donc vous voyez qu'on va quasiment doubler en 2 étapes pour justement faire face aux défis pour notre jeunesse. Et on l'a vu tout à l'heure avec beaucoup des associations qui étaient là. Les services civiques. on acquiert des compétences. on

beaucoup des associations qui étaient sur des services critiques, en acquérant des compétences, en rentre, on met un pied dans l'emploi, mais aussi on fait un travail très utile dans cette période, en soutien d'associations ou d'autres acteurs publics ou privés.

Et puis, nous allons ouvrir 200 000 formations qualifiantes universitaire, para universitaire ou permettant d'accéder à des qualifications. Pourquoi ? Parce qu'on veut permettre à tous les jeunes qui sortaient de leurs qualifications et qui allaient partir vers l'emploi, s'ils le veulent et s'ils ne trouvent pas d'emploi, de poursuivre pendant 6 mois, 1 an leur formation et d'acquérir de nouvelles qualifications. Ce qu'il faut éviter, c'est qu'on ait, comme je le disais, quelque jeune que ce soit en France, qui se trouve sans solution. Et donc, ces 200 000 formations, c'est ce qui permettra, dans une rentrée difficile, de leur permettre d'accéder à de nouvelles compétences et du coup, de pouvoir améliorer leurs chances, ensuite, d'accéder à un emploi ou d'accéder à un meilleur emploi.

Tout ça derrière, ce sont des financements inédits, qui s'inscrivent dans la dynamique de notre plan de relance. Parce que derrière ces formations, ces emplois, il y a aussi des opportunités que nous donnerons à nos jeunes dans toutes les filières que nous allons développer avec le plan de relance. Les métiers du numérique, les métiers de la transition écologique, on en a vu quelques exemples formidables aujourd'hui, mais aussi les métiers de l'industrie ou de l'agriculture qui ont besoin aujourd'hui de compétences et de recrues et vers lesquelles nous pourrions les conduire. Voilà ce que je souhaitais vous dire pour notre jeunesse. La jeunesse, en effet, a beaucoup souffert durant cette crise. La jeunesse est celle qui aura le plus de défis à vivre dans la phase qui vient. Et donc, j'ai souhaité que le Gouvernement, et au fond, la nation tout entière soit présente parce que je veux vraiment remercier, au-delà du travail de Gouvernement et de ce que je viens ici, de récapituler, d'annoncer, dire la mobilisation de l'ensemble des associations, de l'ensemble des élus qui étaient présents et qui sont présents à nos côtés et qui font beaucoup aussi pour travailler avec nos jeunes et l'ensemble des opérateurs. Je crois l'exemple que donne Chambord aujourd'hui est un très bon exemple à cet égard.

Mathieu COACH

Une question sur dispositif que vous venez de décrire, le plan de relance qui va avoir lieu. Est-ce que les entreprises qui en profiteront pourront tout de même licencier alors qu'on voit de plus en plus de plan social s'enchaîner, y compris dans des entreprises bénéficiaires ?

Emmanuel MACRON

Alors ça, c'est une chose qui est très importante à comprendre, et donc, pour ma part, à expliquer. Si je dis aujourd'hui à une entreprise en France « si vous faites un licenciement vous n'avez pas accès à quelque dispositif d'accompagnement que ce soit », j'accrois les problèmes de notre pays. Nous avons mis en place un dispositif par exemple d'activité partielle de longue durée. La ministre, le Premier ministre ont revu les syndicats, il y a eu un très long dialogue, on va mettre au total depuis le début de la crise et dans ce qui va continuer environ 30 milliards d'euros. Mais évidemment des entreprises qui vont bénéficier de ce dispositif, vont aussi parfois licencier. Mais c'est grâce à ce dispositif qu'elles vont moins licencier. Mais donc il ne faut pas que ça soit binaire. Il y a des entreprises qui n'ont pas d'autres choix. Quand vous êtes – parce qu'on m'interrogeait aussi hier sur ce sujet – quand vous êtes Airbus, que vous produisez des avions et qu'il n'y a plus une compagnie aérienne au monde qui commande des avions aujourd'hui, il est évident que vous n'avez quasiment plus de carnet de commande, si ce n'est celui passé que vous avez pu sécuriser. Il est évident que vous devez faire un plan social, vous devez restructurer. Et c'est encore plus vrai de vos sous-traitants et je parle ici dans un département qui est aussi touché, on en parlait avec Monsieur le préfet, parce qu'il y a beaucoup de sous-traitants aéronautiques qui sont dans la région. Donc il y aura ces restructurations.

Ce qu'on veut faire c'est limiter au maximum cet impact et donc c'est donner les instruments aux entreprises pour que les plans sociaux soient les plus réduits possibles, dans le dialogue entre direction et représentants des salariés. Et si en même temps l'entreprise est contrainte de supprimer des emplois, on doit faire en sorte que dès qu'elle le peut, elle puisse réembaucher. L'économie n'est pas quelque chose de statique où il y aurait deux catégories.

Et donc nous aurons, nous avons commencé à avoir, nous aurons des plans sociaux. Nous accompagnerons les entreprises qui font des plans sociaux avec exigence c'est-à-dire que je veux qu'il n'y ait aucun opportunisme. Et donc elles auront accès à tous les dispositifs mais évidemment nous veillerons à ce qu'elles n'en fassent pas l'abus, nous veillerons à ce qu'elles n'utilisent pas ces dispositifs pour cacher si je puis dire des choses. Mais par contre il faut qu'il y ait voilà un travail de confiance, de dialogue social pour, par les dispositifs du Gouvernement, réduire l'impact des plans sociaux. Et puis à côté de ça il y a aussi d'autres secteurs qui continueront à embaucher, qui ont des besoins. Le secteur du numérique continue de se développer, le secteur de la transition numérique continue de se développer. Il y a des secteurs qui traversent une crise mais qui vont reprendre, je l'espère, par exemple de la restauration. Il faut continuer à former dans ces secteurs pour nos jeunes et pour que la rentrée soit justement au rendez-vous.

Est-ce qu'il y a d'autres questions ? Bon. Merci à vous. Donc voilà, le Gouvernement continuera d'être mobilisé sur tous ces sujets pour notre jeunesse et l'ensemble des territoires. Merci à vous et merci à nos ministres.